

**COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL****DU 07/06/2021****AFFICHE LE 14 JUIN 2021****PRESENTS :**

- | | | |
|---|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Evelyne ZIBOURA | <input checked="" type="checkbox"/> Patrice AMBROSIONI | <input checked="" type="checkbox"/> Christine BEAUBOUCHEZ |
| <input checked="" type="checkbox"/> Cédric BON | <input checked="" type="checkbox"/> Clémence BORELLO | <input checked="" type="checkbox"/> Jean-Pierre HUGUET |
| <input checked="" type="checkbox"/> Annick JOUVE DE GUIBERT | <input checked="" type="checkbox"/> Marie-France ELSENSOHN | <input checked="" type="checkbox"/> Donatella BOYE |
| <input checked="" type="checkbox"/> Claire SATIER | <input checked="" type="checkbox"/> Valérie DIAS | <input checked="" type="checkbox"/> Eric DIAS |
| <input checked="" type="checkbox"/> Guillaume CHEVALLIER | <input type="checkbox"/> Yann DINEUFF | <input checked="" type="checkbox"/> Olivier STOECKEL |
| <input checked="" type="checkbox"/> André BRACCHI | <input checked="" type="checkbox"/> Bernard ROQUEPLAN | <input type="checkbox"/> Sylvie DURANTON |
| <input checked="" type="checkbox"/> Claudine LEBURGUE | | |

Pouvoirs : Yann Dineuff (pouvoir à Evelyne Ziboura) Sylvie Duranton (pouvoir à Bernard Roqueplan)**Secrétaire de séance :** Claire Satier**1- APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 3 MAI 2021****VOTES :** Pour : **Unanimité** **Abstention** **Contre :**
-----**2- DECISION MODIFICATIVE N°2 BUDGET COMMUNE**

Objet :	achat défibrillateur pour école art 2188 : 1 500 euros ; réseaux voirie art 2151 : - 1 500 pour		
équilibre			
crédits	Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur ouverts
	D 2151 : Réseaux de voirie	1 500,00 €	
	D 2188 : Autres immo corporelles		1 500,00 €
	TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	1 500,00 €	1 500,00 €

VOTES : Pour : **Unanimité** **Abstention** Choisissez le nombre. **Contre :** Choisissez le nombre.
-----**3- OBJET : MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF RECOMPENSANT LES JEUNES JARDINOIS NOUVEAUX BACHELIERS - ANNEE 2021-****Rapporteur Madame BORELLO Clémence, adjointe à la communication**

Les jeunes contribuent au développement de JARDIN et le Conseil Municipal souhaite les encourager et valoriser leur réussite scolaire en proposant de les récompenser lors de l'obtention du baccalauréat. (général, professionnel, technologique).

La récompense prendra la forme d'un chèque cadeau à utiliser chez les commerçants jardinois participants.

Les critères requis pour son obtention sont les suivants :

- avoir obtenu son bac (général, technologique, professionnel)
- résider à JARDIN
- se déclarer avant le 31 août 2021

BAC réussi	BAC mention AB	BAC mention BIEN	BAC mention T BIEN
20€	40€	60€	80€

La dépense est inscrite au budget communal à l'article 6232

Il est demandé à l'Assemblée Communale de bien vouloir :

- approuver les modalités détaillées de la mise en place de cette récompense
- autoriser Madame le Maire, les adjoints ayant reçu délégation, à signer tous les actes de gestion y afférents.

Le Conseil Municipal, après délibération, approuve la mise en place de ce dispositif et autorise Madame le Maire, ainsi que les adjoints à signer tout document s'y rapportant.

VOTES : Pour :16 Abstention 2 Contre : 1

4- OBJET : TARIFS INTERVENTIONS DES SERVICES TECHNIQUES COMMUNAUX

Rapporteur : Jean-Pierre HUGUET, adjoint à la voirie

Il est exposé aux Conseillers que les services techniques communaux peuvent être amenés à intervenir sur le domaine privé notamment dans les circonstances suivantes :

- Afin de mettre un terme à une situation de danger imminent,
- Exceptionnellement en cas de carence de services privés ou de particuliers, après une procédure de mise en demeure en bonne et due forme restée sans effet.

Considérant que l'on ne saurait laisser à la charge de la collectivité les frais d'intervention sur le domaine privé, après avis de la Commission des Finances réunie le 31 mai 2021,

Sur proposition de Madame le Maire, Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :

- Accepte cette proposition,
- Autorise Madame le Maire à signer tous documents se rapportant à ce dossier.

VOTES : Pour : Unanimité Abstention Contre :

7- PROJET D'ARRETE DE MME LE MAIRE SUR LES NUISANCES SONORES

Le maire de la commune de JARDIN

VU le Code de l'environnement, et notamment, ses articles L.120-1, L.571-1 à L.571-26 et R.571-91 à R.571-97;

VU le Code de la route et, notamment, son article R.318-3;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L.2212-2, L.2215-1 et L.2214-3;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L.571-1 à L.571-26 concernant les pouvoirs de Police du Maire;

VU le Code Pénal et, notamment, ses articles 131-13, R.610-1, R.610-5 et R.623-2;

VU le Code de la Santé Publique et, notamment, ses articles L.1, L.2, L.48, L.49 et L.772;

VU la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et, en particulier, ses articles 9, 10, 11, 21, 23 et 27;

VU l'Ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 et, notamment, ses articles 1 et 13;

VU le Décret n° 95-408 du 18 avril 1995 pris pour l'application de l'article 1 du Code de la Santé Publique et relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage;

VU le Décret n° 95-409 du 18 avril 1995 relatif aux agents de l'Etat et des communes commissionnés et assermentés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions relatives à la lutte contre le bruit;

VU l'Arrêté Ministériel du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage;

VU l'Arrêté Préfectoral n° 97-5126 en date du 31 juillet 1997 relatif à la lutte contre les bruits;

Considérant que la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 a mis à la charge du Maire le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique en ce qui concerne les bruits de voisinage;

ARRÊTE :

Article 1 :

Tout bruit de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou sa santé, par sa durée, sa répétition ou son intensité, causé sans nécessité ou dû à un défaut de précaution, est interdit, de jour comme de nuit.

Article 2 :

La circulation des véhicules à moteur y compris les deux-roues à moteur est interdite sur les cheminements piétons, en bordure de rivière ou sur les chemins ruraux.

Article 3 :

Par dérogation aux dispositions de l'article 2, cette interdiction ne s'applique pas aux fauteuils motorisés de personnes handicapées, aux véhicules utilisés pour remplir une mission de service public et notamment de secours, et à ceux utilisés à des fins professionnelles d'exploitation agricole et d'entretien des espaces naturels.

Article 4 :

La circulation des véhicules à moteur y compris les deux-roues à moteur est interdite sur le site labélisé **Espace Naturel Sensible de Montléant**.

Cette interdiction sera matérialisée par un panneau d'interdiction d'accès aux véhicules à moteur.

Par dérogation, cette interdiction ne s'applique pas aux matériels et véhicules utilitaires agricoles appartenant aux propriétaires des parcelles du site.

Article 5 :

Le fait de contrevenir aux interdictions de circulation fixées par le présent arrêté est passible des sanctions pénales et administratives prévues par l'article R. 362-1 du Code de l'Environnement, à savoir :

- Une amende prévue pour les contraventions de 5ème classe (jusqu'à 1 500 €).
- Une immobilisation administrative ou judiciaire du véhicule.

Article 6 :

Sur les lieux publics, les voies publiques ou accessibles au public, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur caractère répétitif, quelle qu'en soit leur provenance, tels ceux produits par :

- L'usage de tous appareils de diffusion sonore à l'exception des hauts parleurs installés de manière temporaires soumis à autorisation du Maire,
- La production de musique électroacoustique (instruments de musique équipés d'amplificateur), à moins que ces appareils ne soient utilisés exclusivement avec des écouteurs,
- La réparation ou réglage de moteurs, quelle qu'en soit la puissance, à l'exception des réparations de courte durée permettant la remise en service d'un véhicule immobilisé par une avarie fortuite en cours de circulation,
- Les appareils à usage privé de ventilation, de réfrigération ou de production d'énergie,
- L'utilisation de pétards ou autres pièces d'artifice.

Des dérogations individuelles ou collectives aux dispositions de l'alinéa précédent pourront être accordées par le Préfet lors de circonstances particulières, fêtes ou réjouissances, ou pour l'exercice de certaines professions. Les fêtes suivantes font l'objet d'une dérogation permanente au présent article : fêtes traditionnelles, locales ou nationale, fête de la musique.

Article 7 :

Dans ou à proximité des zones d'habitation, en fonction des risques de nuisances sonores encourus par la population avoisinante, la construction, l'aménagement ou l'exploitation des établissements industriels, artisanaux, commerciaux ou agricoles susceptibles de produire un niveau sonore gênant, dont les activités ne relèvent pas de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, devront faire l'objet d'une étude acoustique.

Cette étude portant sur les bâtiments et les équipements annexes liés à l'activité permettra d'évaluer le niveau des nuisances susceptibles d'être apportées au voisinage et les mesures propres à y remédier afin de respecter les valeurs limites admissibles d'émergence de niveau sonore définies par l'article R.48-4 du Code de la Santé Publique.

Article 8 :

Sans préjudice des réglementations spécifiques relatives aux bruits émis par les engins et matériels de chantier, toute personne utilisant, à l'occasion de chantiers de travaux publics ou privés et de travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements, des outils ou appareils susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore ou des vibrations transmises, doit interrompre ces travaux entre 20 heures et 7 heures et toute la journée des dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente.

Pendant la période diurne, en cas de gêne pour le voisinage dûment constatée, des précautions spécifiques ou des limitations d'horaire pourront être prescrites par le Maire. Des dérogations exceptionnelles pourront être accordées par le Préfet, s'il s'avère nécessaire que les travaux considérés soient effectués en dehors des heures et jours autorisés au premier alinéa.

Dans les situations de déclenchement du niveau 2 (MIGA - Mise en Garde et Action) et du niveau 3 (mobilisation maximale) du plan canicule dans le département de l'Isère, en dérogation aux horaires fixés ci-dessus, les chantiers de travaux publics ou privés pourront se dérouler entre 6 h et 20 h.

Article 9 :

Les propriétaires, gérants et exploitants des établissements recevant du public et susceptibles de produire, par leur exploitation, de hauts niveaux sonores, tels que cafés, bars, piano-bars, bars karaoké, restaurants, bals, salles de spectacles, salles polyvalentes, discothèques, cinémas, campings, villages de vacances, hôtellerie de plein air, devront prendre toutes mesures utiles pour que les bruits émanant de ces établissements ou résultant de leur exploitation ne puissent, à aucun moment, troubler le repos ou la tranquillité du voisinage et ceci de jour comme de nuit.

Article 10 :

Dans ou à proximité des zones d'habitation, en fonction des risques de nuisances sonores encourus par la population avoisinante, les exploitants d'activités de loisirs susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur niveau sonores telles que ball-trap, motocross, motoneige, karting, devront prendre toutes précautions afin que ces activités ne troublent pas la tranquillité du voisinage.

Pour l'examen d'un projet d'implantation ou si des nuisances ont été constatées, l'autorité administrative pourra demander que soit réalisée une étude acoustique.

Cette étude portant sur les activités et les zones de stationnement permettra d'évaluer le niveau des nuisances susceptibles d'être apportées au voisinage et les mesures propres à y remédier afin de respecter les valeurs limites admissibles d'émergence de niveau sonore définies par l'article R.48-4 du Code de la Santé Publique.

Article 11 :

Les propriétaires d'animaux et ceux qui en ont la garde sont tenus de prendre toutes les mesures propres à préserver la tranquillité des habitants des immeubles concernés et du voisinage, ceci de jour comme de nuit, y compris par l'usage de tout dispositif dissuadant les animaux de faire du bruit de manière répétée et intempestive.

Les chiens de garde doivent avoir subi un dressage tel qu'ils n'aboient qu'en cas de tentative d'effraction.

Article 12 :

Les occupants et les utilisateurs de locaux privés, d'immeubles d'habitation, de leurs dépendances et de leurs abords, doivent prendre toutes précautions pour éviter que le voisinage ne soit gêné par les bruits répétés et intempestifs émanant de leurs activités, des appareils, instruments, appareils diffusant de la musique, ou machines qu'ils utilisent ou par les travaux qu'ils effectuent.

A cet effet, les travaux de bricolage et de jardinage utilisant des appareils susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore telle que tondeuse à gazon, motoculteur, tronçonneuse, perceuse, raboteuse ou scie, ne sont autorisés qu'aux horaires suivants :

- les jours ouvrables de 8 h 30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 19 h 30,
- les samedis de 9 h 00 à 12 h 00 et de 15 h 00 à 19 h 00,
- les dimanches et jours fériés de 10 h 00 à 12 h 00.

Article 13 :

Les propriétaires ou utilisateurs de piscines, de spa ou de jacuzzi sont tenus de prendre toutes mesures afin que les installations en fonctionnement ne soient pas source de nuisances sonores pour les riverains.

Article 14 :

Les éléments et équipements des bâtiments doivent être maintenus en bon état de manière à ce qu'aucune diminution anormale des performances acoustiques n'apparaisse dans le temps. Le même objectif doit être appliqué à leur remplacement.

Les travaux ou aménagements, quels qu'ils soient, effectués dans les bâtiments, ne doivent pas avoir pour effet de diminuer sensiblement les caractéristiques initiales d'isolement acoustique des parois. Toutes précautions doivent être prises pour limiter le bruit lors de l'installation de nouveaux équipements individuels ou collectifs dans les bâtiments.

Les mesures seront effectuées conformément aux dispositions de la norme française NF-S-31057 concernant la vérification de la qualité acoustique des bâtiments.

Article 15 :

Sont abrogés la section 6 du chapitre III du titre II de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 1985 portant Règlement Sanitaire Départemental.

Est abrogé l'arrêté préfectoral du 3 avril 1990 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage.

Article 16 :

Les dispositions fixées par le présent arrêté et, en particulier, les articles 8, 9, 11 et 13 ci-dessus, ne font pas obstacle au pouvoir du maire de réglementer, de façon plus restrictive dans le cadre de ses pouvoirs de police, les sources de nuisances sonores.

Article 17 :

Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois en vigueur.

Article 18 :

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 19 :

Dans le quartier de La Dartamas, la distribution du sondage pour la ligne de bus a été détournée par l'ajout d'un tract politique qui n'est pas le fait de la municipalité. Une seconde distribution a été réalisée pour signaler cet incident et le responsable rappelé à l'ordre.

L'entretien des espaces verts de la commune est en cours de réalisation.

Il est proposé de céder le tracteur de la commune à Mr HARRAULT ,gérant du Groupement Forestier GGF TVF pour la somme de 14800 € (quatorze mille huit cent euros).
Adopté à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à : 21h30

Secrétaire de séance : Claire Satier